

Finances dans de récents discours, c'est soulever la question suivante: qui bénéficie de cette diminution? C'est un mensonge, et un dangereux mensonge, que de dire que la moindre fraction de ces gains sacrifiés irait grossir les chèques de paie des travailleurs non syndiqués ou les allocations familiales des démunis ou les chèques de pension de vieillesse. C'est un mensonge parce qu'il n'existe dans notre société aucun mécanisme qui permette un tel transfert, et c'est un dangereux mensonge parce qu'il dressent l'un contre l'autre deux groupes dont les intérêts ne sont pas contraires.

● (1730)

Une comparaison me permettra d'illustrer ma pensée. Au dire du ministre des Finances, de certains rédacteurs de journaux et de bien d'autres Canadiens, les intérêts des non-syndiqués sont, dans un sens, contraires à ceux des travailleurs syndiqués. Permettez-moi la comparaison suivante. Imaginons un naufrage. Il y a des gens à l'eau. Quelques-uns d'entre eux unissent leurs efforts d'un côté du navire et se soutiennent les uns les autres pour se maintenir à flot. D'autres, sur l'autre côté du navire, se débattent séparément, s'enfoncent les uns après les autres et finissent par se noyer.

C'est alors qu'arrive un yacht. Son capitaine—appelons-le Trudeau—et son officier en second—un certain Turner—aperçoivent l'épave. D'un côté ils voient des gens se démener dans l'eau puis disparaître graduellement l'un après l'autre. De l'autre côté, ils aperçoivent un groupe compact, dont les membres, ayant uni leurs efforts, réussissent à se maintenir à flot. Le capitaine et son second examinent la situation. L'un dit: «Si nous les faisons monter à bord, il y aura encombrement et cela ne sera peut-être pas très agréable».

**M. Trudeau:** Et d'abord, pourquoi avez-vous fait couler le navire?

**M. Broadbent:** Je reviendrai là-dessus plus tard. Donc, ils étudient la situation et adoptent une astucieuse stratégie. Le capitaine, s'approchant des naufragés qui ont uni leurs efforts et réussissent à se maintenir à flot leur dit: «Vous savez, le problème qui se pose pour vous est un problème international et la seule façon de vous sauver consisterait à vider l'océan. Si nous faisons cela, nous réussirons à vous sauver». Tandis qu'il parle ainsi à ceux qui se sont organisés et réussissent, en se tenant les uns aux autres, à se maintenir à flot, l'officier en second, M. Turner, s'adresse à ceux qui sont en train de se noyer l'un après l'autre. Il leur dit: «Vous savez en quoi consiste votre problème. Vous savez pourquoi vous êtes en difficulté. C'est à cause des gens organisés de l'autre côté qui se tiennent les uns aux autres. C'est parce qu'ils se balancent de haut en bas dans l'océan que vous vous noyez». Le malheur dans tout cela, c'est qu'une fois leur harangue terminée, les deux hommes retournent à la cabine du capitaine et le navire s'éloigne, laissant à l'eau tous ceux qui avaient uni leurs efforts comme ceux qui se débattaient séparément.

Voici à quoi je veux en venir: Au lieu de s'attaquer au mouvement syndicaliste, le gouvernement devrait se servir de ses milliers d'employés pour donner l'exemple en faisant en sorte que les futurs règlements salariaux se fondent sur le dollar réel, et non sur le dollar actuel. J'ajoute qu'il devrait encourager le secteur privé à faire de même.

Bon nombre d'études, tant au Canada qu'à l'étranger, y compris le rapport Woods du gouvernement fédéral, ont

*L'Adresse—M. Broadbent*

révélé que, loin de nuire aux travailleurs non syndiqués, les syndicats ont été à l'origine des augmentations salariales parmi les non-syndiqués. Un programme concret de restriction des salaires parmi les syndiqués—et j'insiste sur ce point—ne saurait profiter aux autres; il ne ferait que diminuer les pressions visant à assurer un salaire satisfaisant aux travailleurs non syndiqués au Canada. Nous, néo-démocrates, n'appuierons pas une politique de restriction à l'endroit des syndicats parce que c'est à la fois injuste pour eux et dangereux pour les Canadiens qui ne font pas partie du mouvement syndical.

Le discours du trône indique clairement que le gouvernement entend, je le répète, adopter un programme de restrictions au lieu de répondre aux besoins réels des Canadiens en prenant des mesures constructives, réfléchies et positives. Tout comme les restrictions sont néfastes et injustes quand elles touchent les salaires, c'est également un tort de s'en servir globalement comme moyen de freiner les programmes gouvernementaux. Les libéraux et les conservateurs conviennent que les dépenses gouvernementales sont en soi inflationnistes. J'estime qu'une telle théorie découle inévitablement d'un esprit égoïste et borné. Cette façon de penser se retrouve dans le discours du trône, et je n'en tirerai pas tous les exemples que je pourrais. Dans le discours, le gouvernement déclare clairement son intention de restreindre ses programmes.

Les dépenses gouvernementales en soi ne sont ni plus ni moins inflationnistes que celles des autres secteurs de l'économie. Il s'agit de savoir à quelles fins les fonds sont dépensés. Dans certains secteurs, l'absence de dépenses gouvernementales est en soi une mesure inflationniste. Aucun autre point ne saurait mieux faire ressortir la différence qui existe entre notre théorie économique et celle des vieux partis. Ce sont nos adversaires qui ont un esprit borné, et ce sont eux qui sentent le besoin de s'excuser de toute entreprise publique. C'est précisément cet état d'esprit qui empêche le gouvernement de comprendre qu'il faut maintenant non pas un ralentissement général des activités gouvernementales, mais plutôt un accroissement dans certains domaines. Abandonné à lui-même, le secteur privé, tant au pays qu'à l'étranger, ne pourra pas s'attaquer aux deux grands maux que sont l'inflation et le chômage d'une part, mais risque d'entraîner, d'autre part, le monde dans une dépression—et je le dis en pesant bien mes mots—de l'envergure de celle qu'on a connue dans les années 30.

Il ne se trouve pas un économiste au Canada, aux États-Unis ou en Europe occidentale pour nier que la conjoncture actuelle frise la gravité de la situation en 1929. Je ne dis pas qu'ils prédisent tous une récession inévitable de l'ampleur de celle des années 30, mais je dis qu'ils perçoivent le danger d'une crise aussi aiguë. On ne l'aurait jamais cru, à entendre le premier ministre cet après-midi. De l'avis de la plupart des économistes, l'évolution que le rôle du gouvernement a subie dans le monde occidental depuis 1929 est probablement le facteur qui, plus que tout autre, nous permettra de survivre, mais seulement si le gouvernement a l'intelligence et l'intention d'utiliser à bon escient les instruments de gouvernement.

Le Nouveau parti démocratique a toujours prôné l'application ferme, positive et souple de l'autorité gouvernementale pour établir l'ordre économique et social. Dans la lutte que nous engageons cet automne contre les problèmes économiques, nous devons nous servir de ces instruments avec une vigueur et une imagination auxquelles nous ne songions même pas ces dernières années, précisément parce que la situation est grave. Rien dans le discours du